

MEDEF Actu-Eco - n° 291

Direction des Etudes

Semaine du 12 au 16 juin 2017



SOMMAIRE



FRANCE

1. **Emploi salarié marchand non agricole au premier trimestre 2017** : +75 700 postes et +228 600 sur un an ; - 170 200 depuis le premier trimestre 2008
2. **Production manufacturière en avril 2017** : -1,2 % sur un mois, +1,1 % sur un an
3. **Défaillances d'entreprises en avril 2017** : 56 266 en cumul sur 12 mois (-7,0 % sur un an), plus bas niveau depuis janvier 2009
4. **Créations d'entreprise en mai 2017** : rebond sur un mois (+1,6%), poursuite de la hausse sur un an (+2,9%)
5. **Prix à la consommation en mai 2017** : stabilité sur un mois, +0,8 % sur un an (+0,4% pour l'inflation sous-jacente)

INTERNATIONAL

6. **Prévision de croissance de l'OCDE pour 2017 et 2018** : accélération, mais « embellie insuffisante »
7. **Tendance récente des marchés** : nouvelle baisse du pétrole, réduction de l'écart de taux entre la France et l'Allemagne

1. Emploi salarié marchand non agricole au premier trimestre 2017 : **+75 700 postes et +228 600 sur un an ; - 170 200 depuis le premier trimestre 2008**

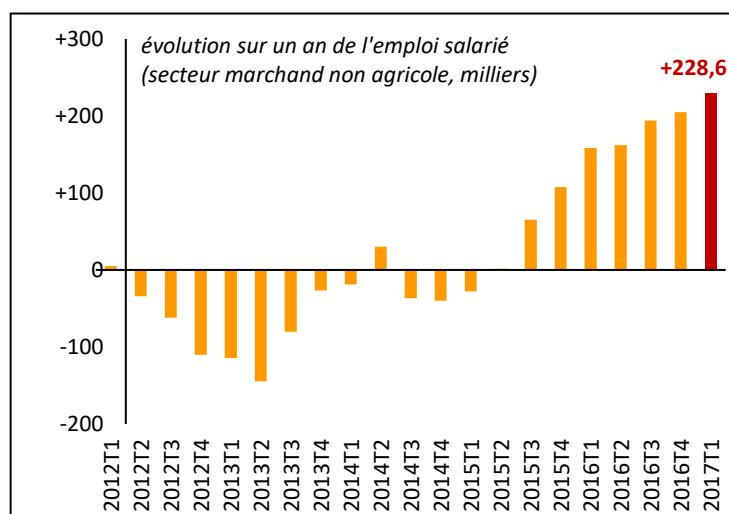
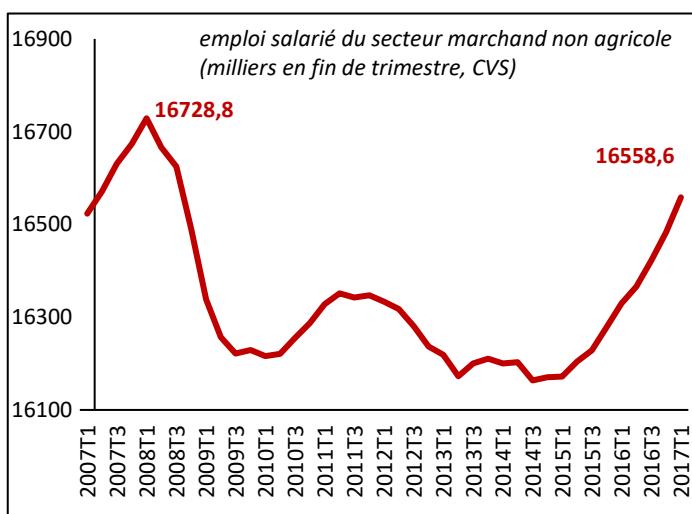
*La nouvelle estimation des effectifs salariés au **premier trimestre 2017** que vient de publier l'INSEE, avec la DARES et l'ACOSS, n'est pas directement comparable à la première du fait de certaines modifications (extension du champ à l'ensemble des salariés et aux DOM, introduction de la Déclaration sociale nominative en remplacement du Bordereau récapitulatif de cotisations pour la déclaration des entreprises).

Selon cette nouvelle estimation, *l'emploi salarié total (privé et public) a augmenté de +89 700 (+0,4%)*, dont +80 300 dans le secteur privé et +9 500 dans la fonction publique.

* Les effectifs du **secteur marchand non agricole se sont élevés à 16 558 600 au premier trimestre 2017**, en progression de **+75 700 postes** (+0,5%) par rapport au quatrième trimestre 2016 où ils avaient augmenté de +60 200. Fait notable, l'emploi s'est redressé dans la **construction** (+9 300, soit +0,7%) après une baisse quasi-

continue depuis 2008. En revanche, l'**industrie** continue de perdre des emplois (-5 200 après -3 800). Dans les services marchands, malgré le ralentissement des créations d'emplois dans l'**intérim** avec +17 000 postes nouveaux (+2,5% après +6,7% au quatrième trimestre 2016), l'emploi reste dynamique (+71 600) du fait des **autres services** hors intérim (+54 600, dont +21 100 dans les services aux entreprises, +13 500 dans l'hébergement restauration et +6 100 dans l'information communication). Les effectifs ont augmenté de +4 700 dans le **commerce**.

***Sur un an**, l'emploi salarié total a progressé de +284 100. Dans le seul secteur marchand non agricole, la hausse a été de de **+1,4%, soit +228 600**, recouvrant une progression dans les services hors intérim (+228 300), l'intérim (+92 900), le commerce (+18 300), mais aussi dans la construction (+1 700). Les effectifs ont continué de baisser dans l'industrie (-19 700, dont -11 100 dans l'industrie manufacturière).



Source : INSEE

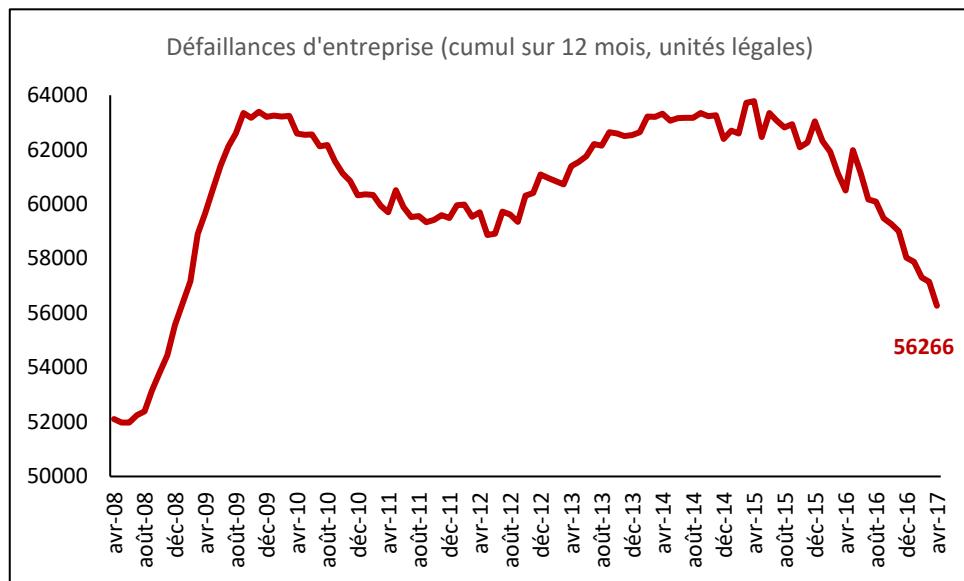
* Sur plus longue période, les entreprises ont perdu **-170 200 emplois salariés par rapport au point haut du premier trimestre 2008**. Au cours de la période, les services ont accru leurs effectifs de

+496 000 et les commerces de +7 200. Ces augmentations n'ont pas suffi à compenser le recul de l'emploi dans l'industrie (-481 000) et dans le secteur de la construction (-192 400).

2. Production manufacturière en avril 2017 : -1,2 % sur un mois, +1,1 % sur un an

* Selon les données provisoires de la Banque de France, **les défaillances d'entreprises** (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, procédure de sauvegarde) **se sont établies à 56 266 unités légales en avril 2017**, en cumul sur un an. Il s'agit de leur plus bas niveau depuis

janvier 2009. **Elles s'inscrivent en repli de -7,0% par rapport à avril 2016** (toujours en cumul sur 12 mois), après déjà -6,5% le mois précédent. Il s'agit du **seizième mois consécutif de baisse** des défaillances d'entreprises.



Source : Banque de France

* Par taille d'entreprise les défaillances des **PME** se sont contractées de -6,7% entre avril 2016 et avril 2017 (toujours en cumul sur 12 mois). Les baisses les plus fortes ont concerné les défaillances de *très petites entreprises* (-13,2%) qui constituent 3,1% du total, suivies des *moyennes entreprises* (-11,1%) qui ne constituent que 0,6% du total.

Les défaillances des microentreprises (94,7% du total) ont reculé de -6,7% après -6,3% en mars.

Les défaillances des **ETI et des grandes entreprises** ont été stables, après avoir diminué de de -2,8% en mars. Elles ne représentent que 0,1% du total des défaillances.

Défaillances d'entreprises par taille d'entreprise (cumul sur les 12 derniers mois)

Unités légales	mars 2017	avril 2017	avril 2017 / avril 2016 (%)	Part dans total (%)
PME, dont :	57 118	56 230	-7,0	99,9
Microentreprises et taille indéterminée	54 110	53 312	-6,7	94,7
Très petites entreprises	1 766	1 723	-13,2	3,1
Petites entreprises	913	884	-9,9	1,6
Moyennes entreprises	329	311	-11,1	0,6
ETI et Grandes entreprises	35	36	0,0	0,1
Total	57 153	56 266	-7,0	100

Source : Banque de France

* Cette baisse des défaillances cumulées sur un an se retrouve dans tous les secteurs d'activité, à l'exception de l'agriculture (+9,2% sur un an) et des activités de transport-entreposage (+5,2%). L'ampleur du recul a été très variable : de -12,6% dans la construction (près d'une défaillance sur

quatre) à -7,6% dans le commerce et réparation automobile, -7,4% dans l'hébergement et restauration, -6,5% dans l'industrie, -3,8% dans l'information communication et -3,1% dans les activités liées à l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale.

Défaillances d'entreprises pour certains secteurs d'activité (cumul sur l12 mois)

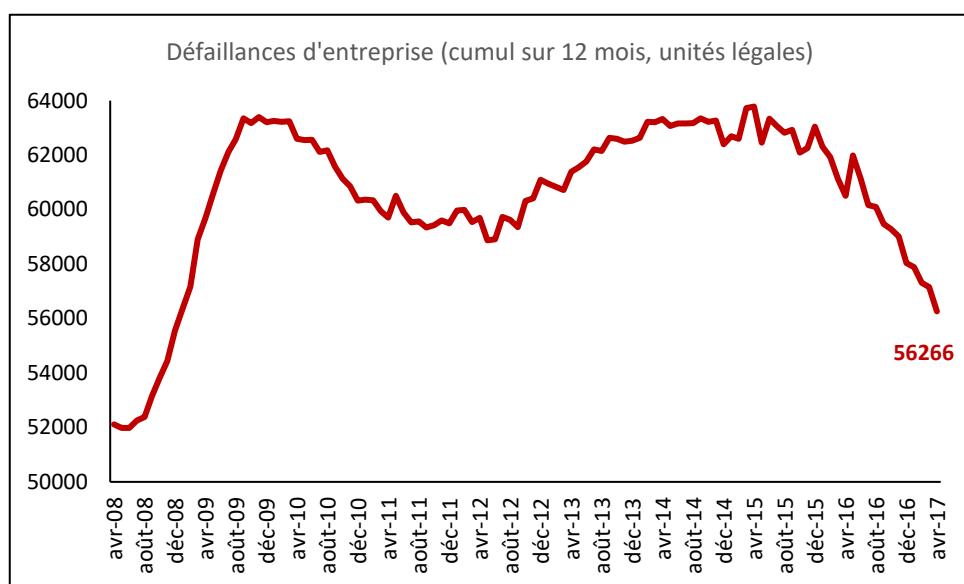
Unités légales	mars 2017	avril 2017	avril 2017 / avril 2016 (%)	Part dans total (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	1 488	1 477	+9,2	2,6
Industrie	4 035	3 992	-6,5	7,1
Construction	13 201	12 949	-2,6	23,0
Commerce et réparation automobile	12 443	12 240	-1,6	21,8
Transports et entreposage	1 782	1 786	+0,2	3,2
Hébergement et restauration	7 628	7 521	-1,4	13,4
Information et communication	1 375	1 380	+0,4	2,5
Activités financières et d'assurance	1 112	1 091	-2,0	1,9
Activités immobilières	2 041	1 935	-5,2	3,4
Soutien aux entreprises	6 102	6 007	-1,5	10,7
Enseignement, santé humaine, action sociale	5 500	5 429	-1,4	9,6
Total	57 153	56 266	-1,6	100

Source : Banque de France

3. Défaillances d'entreprises en avril 2017 : 56 266 en cumul sur 12 mois (-7,0 % sur un an), plus bas niveau depuis janvier 2009

* Selon les données provisoires de la Banque de France, **les défaillances d'entreprises** (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, procédure de sauvegarde) **se sont établies à 56 266 unités légales en avril 2017**, en cumul sur un an. Il s'agit de leur plus bas niveau depuis

janvier 2009. **Elles s'inscrivent en repli de -7,0% par rapport à avril 2016** (toujours en cumul sur 12 mois), après déjà -6,5% le mois précédent. Il s'agit du **seizième mois consécutif de baisse** des défaillances d'entreprises.



Source : Banque de France

* Par taille d'entreprise les défaillances des **PME** se sont contractées de -6,7% entre avril 2016 et avril 2017 (toujours en cumul sur 12 mois). Les baisses les plus fortes ont concerné les défaillances de très petites entreprises (-13,2%) qui constituent 3,1% du total, suivies des moyennes entreprises (-11,1%) qui ne constituent que 0,6% du total.

Les défaillances des microentreprises (94,7% du total) ont reculé de -6,7% après -6,3% en mars.

Les défaillances des **ETI et des grandes entreprises** ont été stables, après avoir diminué de -2,8% en mars. Elles ne représentent que 0,1% du total des défaillances.

Défaillances d'entreprises par taille d'entreprise (cumul sur les 12 derniers mois)

Unités légales	mars 2017	avril 2017	avril 2017 / avril 2016 (%)	Part dans total (%)
PME, dont :	57 118	56 230	-7,0	99,9
Microentreprises et taille indéterminée	54 110	53 312	-6,7	94,7
Très petites entreprises	1 766	1 723	-13,2	3,1
Petites entreprises	913	884	-3,3	1,6
Moyennes entreprises	329	311	-5,5	0,6
ETI et Grandes entreprises	35	36	0,0	0,1
Total	57 153	56 266	-7,0	100

Source : Banque de France

* Cette baisse des défaillances cumulées sur un an se retrouve dans tous les secteurs d'activité, à l'exception de l'agriculture (+9,2% sur un an) et des activités de transport-entreposage (+5,2%). L'ampleur du recul a été très variable : de -12,6% dans la construction (près d'une défaillance sur

quatre) à -7,6% dans le commerce et réparation automobile, -7,4% dans l'hébergement et restauration, -6,5% dans l'industrie, -3,8% dans l'information communication et -3,1% dans les activités liées à l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale.

Défaillances d'entreprises pour certains secteurs d'activité (cumul sur 12 mois)

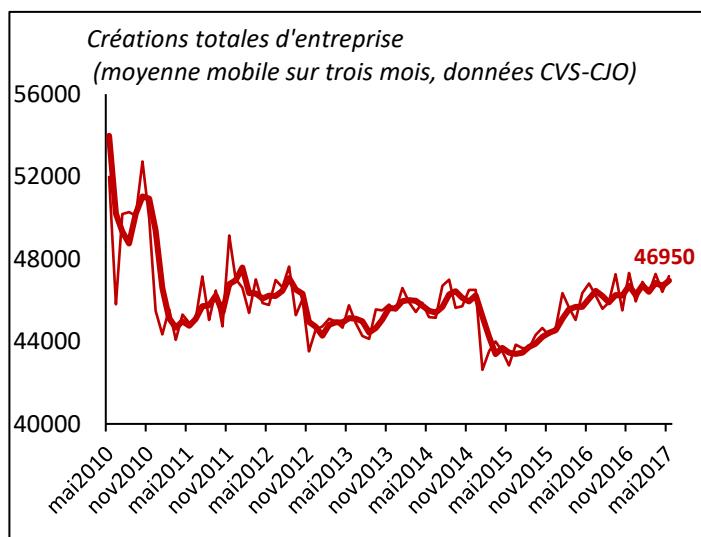
Unités légales	mars 2017	avril 2017	avril 2017 / avril 2016 (%)	Part dans total (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	1 488	1 477	+9,2	2,6
Industrie	4 035	3 992	-6,5	7,1
Construction	13 201	12 949	-12,6	23,0
Commerce et réparation automobile	12 443	12 240	-7,6	21,8
Transports et entreposage	1 782	1 786	+5,2	3,2
Hébergement et restauration	7 628	7 521	-7,4	13,4
Information et communication	1 375	1 380	-3,8	2,5
Activités financières et d'assurance	1 112	1 091	-6,8	1,9
Activités immobilières	2 041	1 935	-10,2	3,4
Soutien aux entreprises	6 102	6 007	-4,4	10,7
Enseignement, santé humaine, action sociale	5 500	5 429	-3,1	9,6
Total	57 153	56 266	-7,0	100

Source : Banque de France

4. Créations d'entreprise en mai 2017 : rebond sur un mois (+1,6%), poursuite de la hausse sur un an (+2,9%)

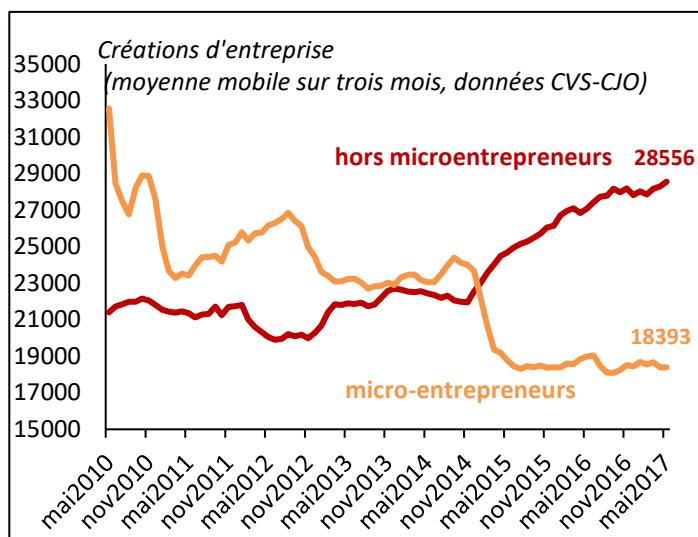
* Les créations d'entreprise, tous types d'entreprises confondus, ont rebondi de +1,6% en mai 2017 (données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables), après le repli de -1,9% en avril. Ce rebond est imputable à la fois au redressement des immatriculations de micro-entrepreneurs (+1,7% après -2,9%) et à celui des entreprises classiques (+1,6% après -1,2%)

* En moyenne sur les trois derniers mois connus (mars, avril et mai 2017), le nombre de créations



d'entreprises en données brutes a très légèrement progressé par rapport aux trois mêmes mois de l'année 2016.

Cette très légère hausse recouvre des évolutions distinctes selon les types d'entreprises observées : -4,2% pour les immatriculations de micro-entrepreneurs, +3,2% pour les entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs et +4,7% pour les sociétés.



Source : INSEE

Par grande famille d'activité, toujours en moyenne sur trois mois, les évolutions sont contrastées :

- **housse toujours marquée dans le secteur transport et entreposage** (+18,6% après +26,9% en avril) qui représente 6,8% du total des créations ;
- **forte hausse dans les activités immobilières** (+14,9% après +8,6% en avril) qui constituent 3,7% des créations ;
- **accélération des créations dans le secteur du soutien aux entreprises** (+5,1% après +2,1% en avril) qui constituent 23% des créations ;
- **nouvelle diminution des créations dans l'industrie manufacturière** (-5,9% après déjà -

5,5% le mois précédent), secteur représentant 3,8% du total des créations ;

- **poursuite de la baisse des créations dans la construction**, (-6,1% après -7,2% en avril), secteur représentant 11,2% de l'ensemble des créations ;

*Sur les douze derniers mois (juin 2016-mai 2017), 559 972 entreprises ont été créées, soit +2,9% par rapport aux douze mois précédents. Cet accroissement a été porté par les créations d'entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs (+6,0%) qui ont représenté près de 26,0% du total et par celles des sociétés (+5,6%) qui en ont représenté 34,4%. Les immatriculations de micro-entrepreneurs (39,6% du total) ont en revanche diminué (-1,1%).

5. Prix à la consommation en mai 2017 : stabilité sur un mois, +0,8 % sur un an (+0,4% pour l'inflation sous-jacente)

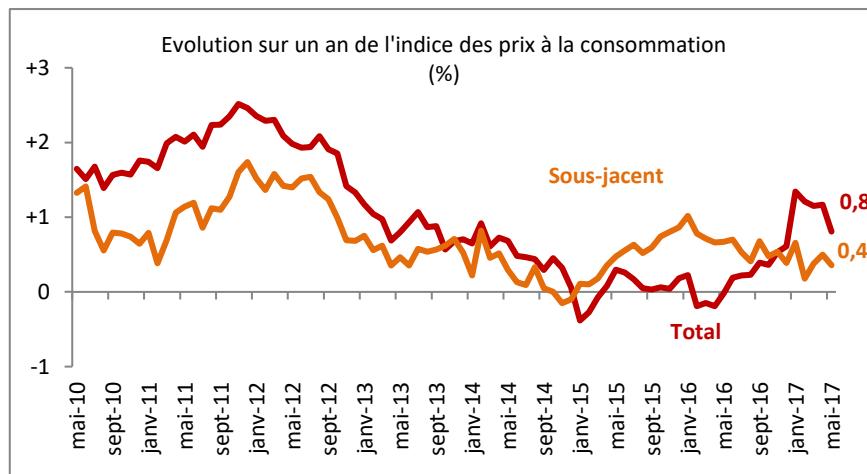
* Selon les chiffres définitifs de l'INSEE, *l'indice des prix à la consommation est resté stable en mai 2017* (données brutes), après +0,1% en avril et +0,6% en mars. En données corrigées des variations saisonnières, il s'est replié de -0,2%. *Sur un an, la hausse des prix a ralenti, de +1,2% en avril à +0,8% en mai.*

*Cette stabilité sur un mois recouvre:

- **une hausse des prix des produits alimentaires** (+0,7%) s'expliquant par celle des **produits frais** (+3,6%) liée à un effet saisonnier. Hors produits frais, les prix de l'alimentation ont progressé de +0,2% sur un mois, du fait de la hausse des prix des viandes (+0,4%) ;
- **une très faible hausse des prix des produits manufacturés** (+0,1%, comme en avril) liée au ralentissement des prix de l'habillement et chaussures (+0,5% après +0,9% le mois précédent) et le repli des prix des produits de santé (-0,1% après -0,3%) ;

- **une stabilité des prix des services** (après +0,2% en avril), avec des évolutions hétérogènes : hausse de +0,7% des prix des services de santé, « *tirés par la hausse du tarif de consultations des médecins généralistes* », net recul des prix des services de communication (-1,0%) et plus encore des prix des services de transport « *après les vacances de printemps* » (-3,7%) ;
- **une nouvelle baisse des prix de l'énergie** (-1,5% après -0,3% en avril) qui s'explique par le repli des prix des produits pétroliers (-2,1% après -0,3%) ainsi que par celui des prix du gaz naturel et du gaz de ville (-3,1% après -0,7%).

L'**inflation sous-jacente** - hausse des prix hors tarifs publics (électricité, gaz, tabac, etc.) et produits à prix volatils (produits pétroliers, produits laitiers, viande, etc.) – *est restée stable* après une hausse de +0,2% en avril. *Sur un an, elle a progressé de +0,4%.*



Source : INSEE

*Entre février 2017 et mai 2017 (trois derniers mois connus), les prix ont augmenté de +0,8% :

- **accélération des prix des produits manufacturés** (+2,7% après +2,3% en avril) ;
- **rebond des prix de l'alimentation** (+0,4% après -0,1%) ;

- léger **ralentissement de la hausse des prix des services** (+0,3% après +0,6% en avril) ;
- **baisse des prix de l'énergie** (-2,3%, après -0,8% en avril et +4,0% en mars) du fait notamment des prix des produits pétroliers (-4,0% après -1,7% en avril et +6,0% en mars).

Evolution de l'indice des prix à la consommation en mai 2017 (%)

	sur un mois	sur un an
Total	0,0	+0,8
Sous-jacent	0,0	+0,4
Energie, dont :	-1,5	+5,3
Produits pétroliers	-2,1	+8,1
Alimentation, dont :	+0,7	+0,4
Produits frais	+3,6	-0,3
Produits manufacturés, dont :	+0,1	-0,7
Habillement et chaussures	+0,5	-0,5
Produits de santé	-0,1	-2,2
Services, dont :	0,0	+0,9
Loyers, eau, enlèvement des ordures ménagères	-0,1	+0,5
Services de santé	+0,7	+1,0
Transports et télécommunications	-3,7	+1,7
Communications	-1,0	-3,8

Source : INSEE

6. Prévision de croissance de l'OCDE pour 2017 et 2018 : accélération, mais « embellie insuffisante »

* L'OCDE vient de mettre à jour ses perspectives de croissance dans une note intitulée « Une embellie bienvenue, mais insuffisante ». Selon le Secrétaire général de l'OCDE, « après cinq années de croissance faible, des signes d'amélioration » peuvent être observés. De fait, la croissance mondiale devrait accélérer en 2017 (+3,5%) et en 2018 (+3,6%) après +3,1% en 2015 et +3,1% en 2016.

Il n'en reste pas moins que l'optimisme suscité par cette « embellie » doit être tempéré. En effet, « la modeste expansion cyclique en cours ne sera néanmoins pas suffisante pour obtenir des gains importants de niveau de vie dans les pays de l'OCDE ». Pis, selon l'OCDE, « les prévisions de

croissance restent inférieures (...) au rythme nécessaire pour sortir pleinement du piège de la croissance faible ».

Il est donc important, souligne Catherine L. Mann, la chef économiste de l'OCDE, que « les responsables de l'action publique se gardent de tout excès d'optimisme (...) et que des choix plus judicieux en matière de politique budgétaire, de politiques structurelles et d'actions internationales soient faits (...) pour que la phase actuelle d'expansion cyclique perdure et devienne le fondement d'améliorations durables et généralisées des niveaux de vie à l'échelle mondiale ».

Perspectives de croissance de l'OCDE

% en volume	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)
Monde	+3,1	+3,0	+3,5	+3,6
Zone euro, dont :	+1,5	+1,7	+1,8	+1,8
Allemagne	+1,5	+1,8	+2,0	+2,0
France	+1,2	+1,1	+1,3	+1,5
Italie	+0,7	+1,0	+1,0	+0,8
Royaume-Uni	+2,2	+1,8	+1,6	+1,0
Etats-Unis	+2,6	+1,6	+2,1	+2,4
Canada	+0,9	+1,4	+2,8	+2,3
Japon	+1,1	+1,0	+1,4	+1,0
Chine	+6,9	+6,7	+6,6	+6,4
Inde	+7,9	+7,1	+7,3	+7,7
Brésil	-3,8	-3,6	+0,7	+1,6

Source : OCDE, Perspectives économiques (juin 2017)

* L'analyse par grandes zones fait apparaître les points suivants :

- en zone euro, la croissance devrait très légèrement accélérer en 2017 (+1,8% après +1,7% en 2016) et se stabiliser en 2018. L'Allemagne verrait son taux de croissance progresser de +2,0% en 2017 et 2018 (après +1,8% en 2016) avec pour « principal moteur de croissance, la demande intérieure ». La France connaîtrait un « raffermissement » de sa croissance qui s'établirait à +1,3% en 2017 et +1,5% en 2018 (après +1,1% en 2016) notamment grâce à la croissance de « l'investissement non résidentiel, même si son rythme sera plus modéré en raison de la récente extinction du dispositif de suramortissement ».

En Italie, la croissance devrait rester poussive, avec le même rythme en 2017 qu'en 2016 (+1,0%), et un ralentissement en 2018 (+0,8%) ;

- hors zone euro, au Royaume-Uni, la croissance devrait se modérer en 2017 (+1,6% après +1,8% en 2016) avant de franchement ralentir en 2018 (+1,0%) en raison « des incertitudes entourant l'issue des négociations sur le Brexit » ;

- aux Etats-Unis, après le ralentissement de 2016, la croissance devrait nettement accélérer en 2017 et 2018 (+2,1% et +2,4%), « à mesure que l'effet de freinage de l'appréciation du taux de change se dissipera et que le soutien apporté par la politique budgétaire commencera à se manifester » ;

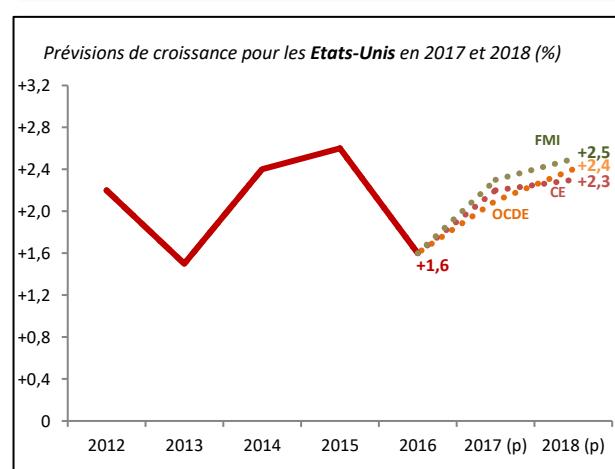
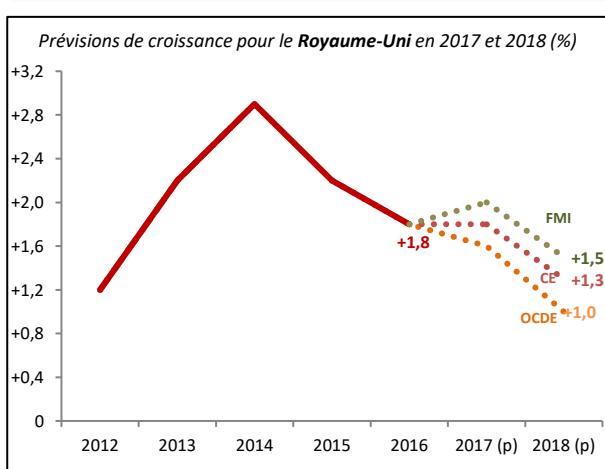
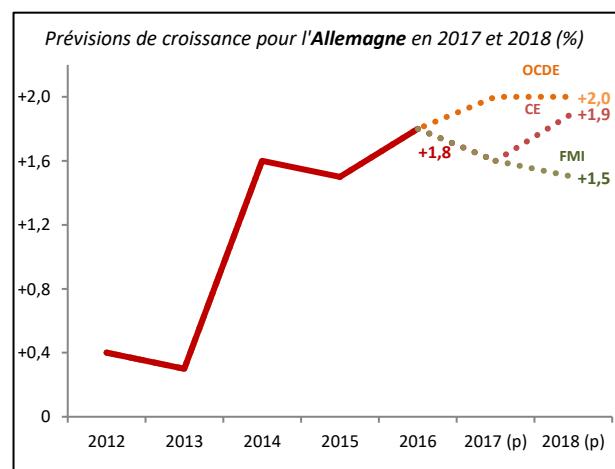
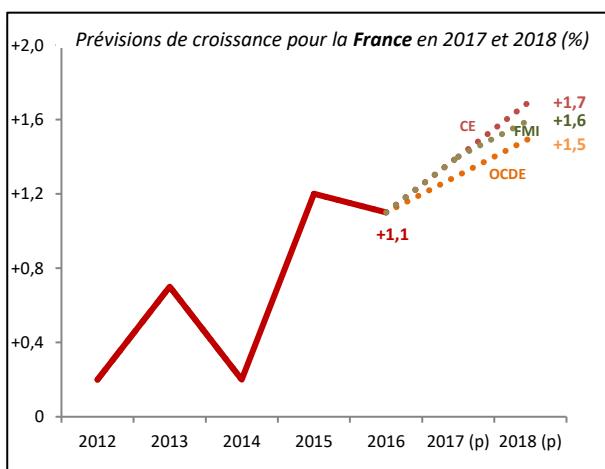
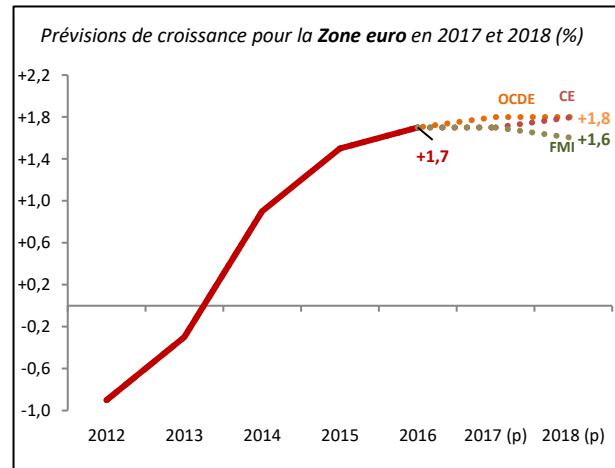
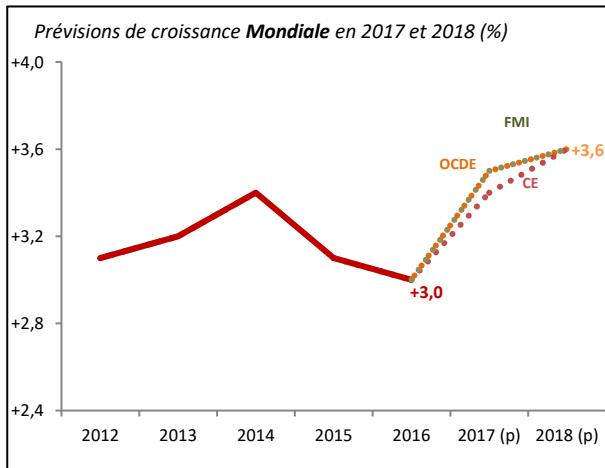
- la croissance chinoise continuerait de ralentir progressivement (+6,6% en 2017 et +6,4% en 2018) tandis que celle de l'Inde accélèrerait franchement, devenant de fait la plus élevée

des pays du G20 (+7,3% et +7,7%). Le Brésil devrait « enfin sortir d'une récession grave et prolongée » en 2017 (croissance de +0,7%)

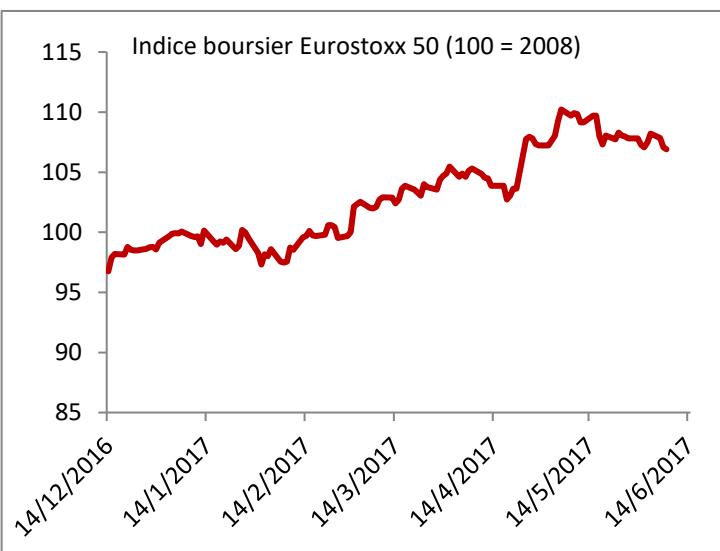
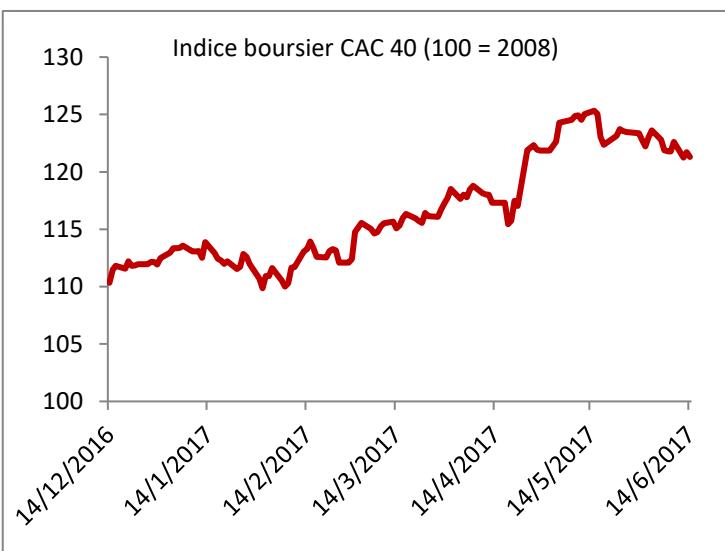
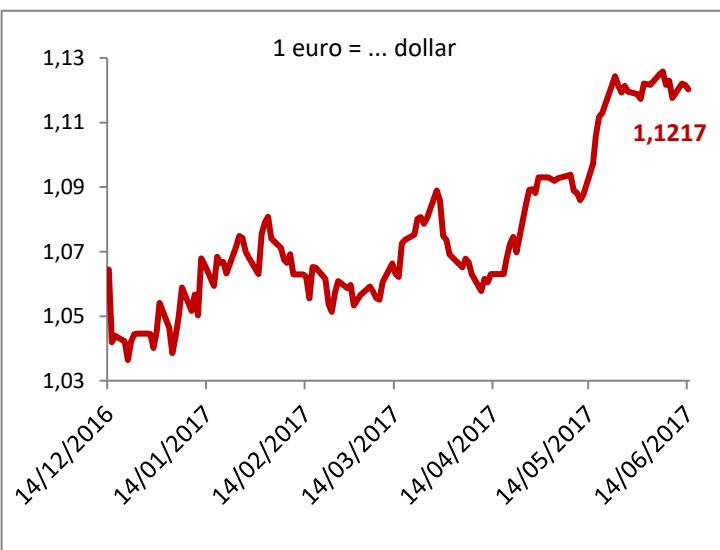
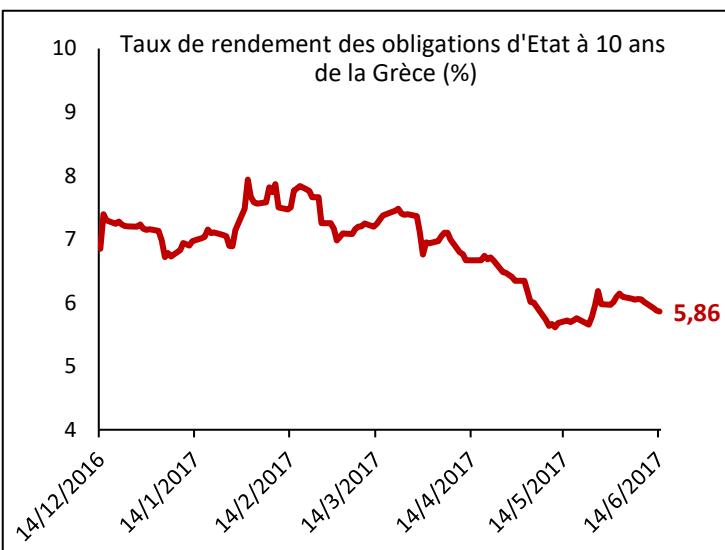
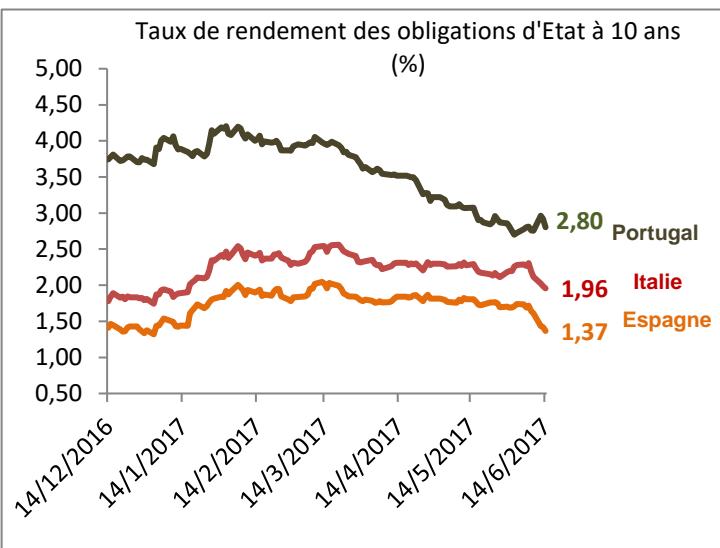
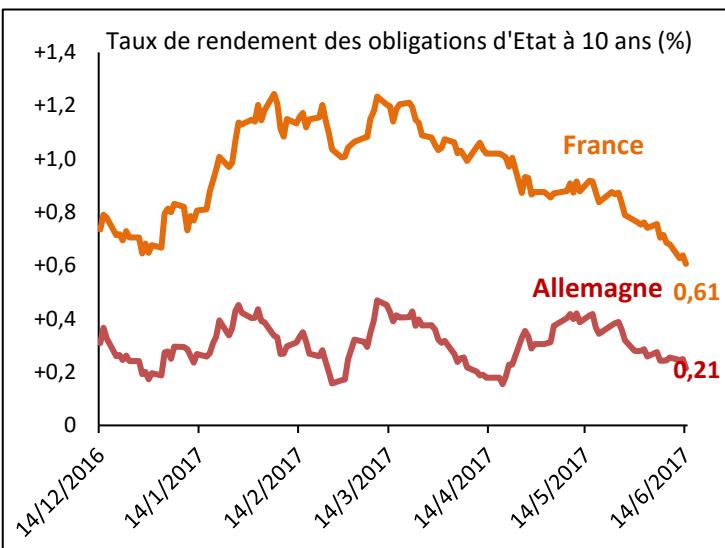
*

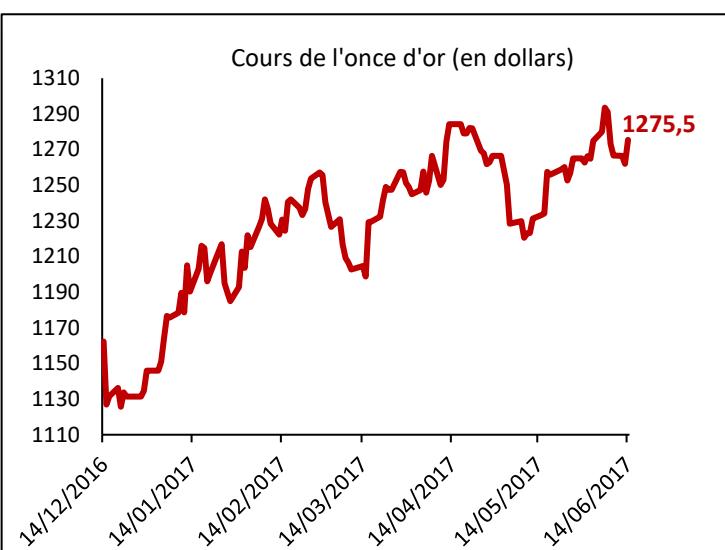
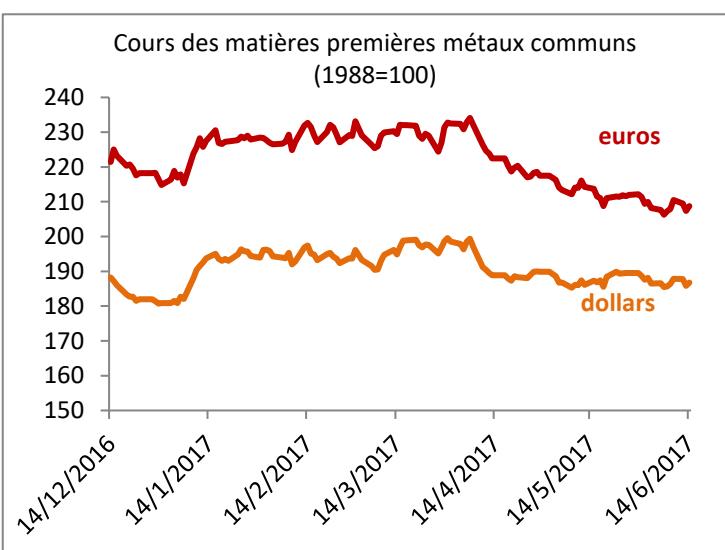
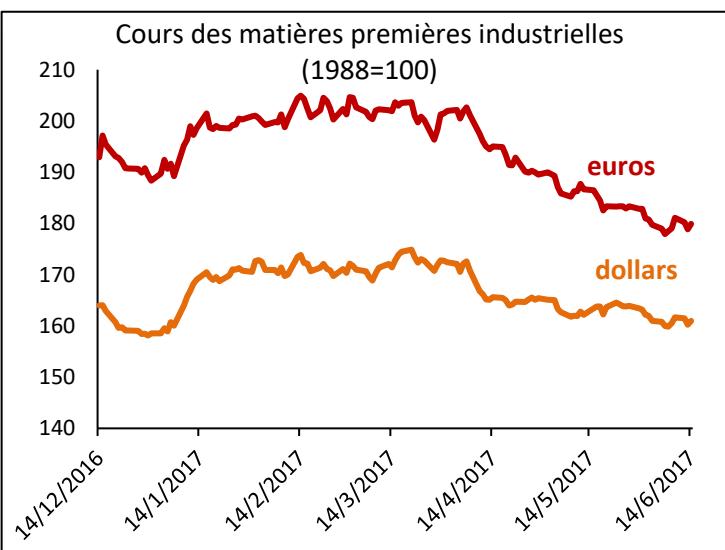
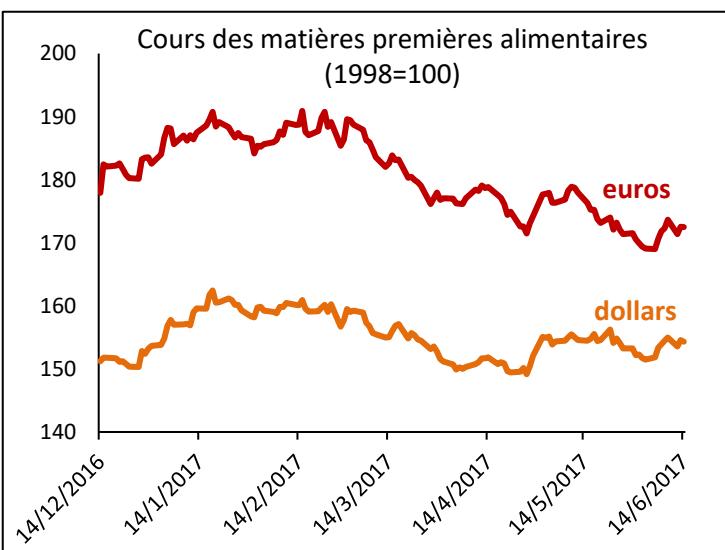
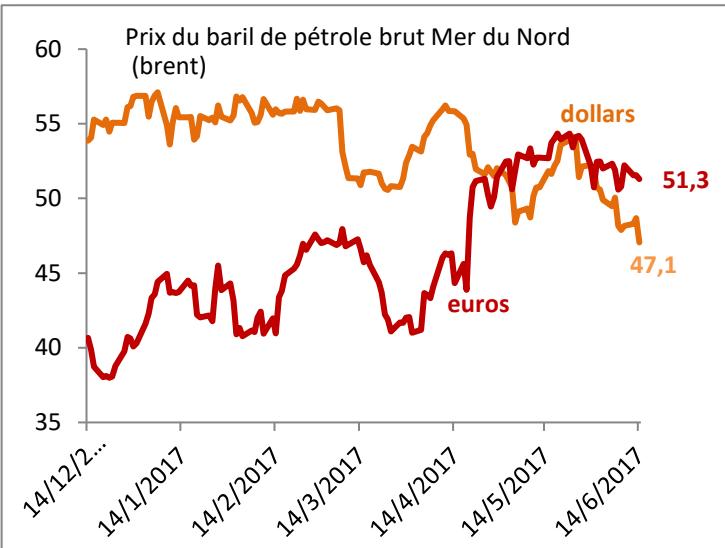
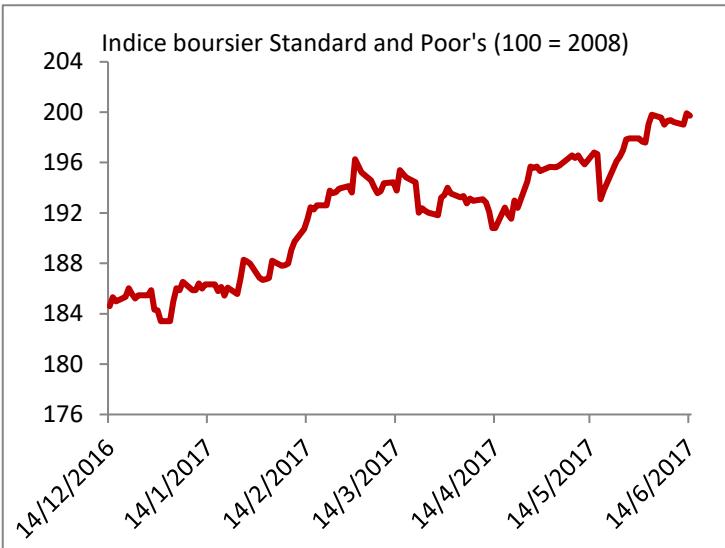
**

Comparaison des prévisions de croissance des organisations internationales pour 2017 et 2018 : OCDE, FMI, Commission européenne



7. Tendances récentes des marchés : nouvelle baisse du pétrole, réduction de l'écart de taux entre la France et l'Allemagne





Contact : gde-lavernee@medef.fr // abenhamou@medef.fr

Rédaction achevée le 15 juin 2017

La Météo de l'éco - Prenez la température de l'économie française
en quelques clics, avec 30 indicateurs

- Connectez-vous sur www.meteodeleco.fr
- ou téléchargez l'application gratuitement sur :

